

C'est déjà la fin des vacances et le retour à l'usine se fait difficilement pour la plupart d'entre nous avec le quotidien des postes pénibles physiquement et mentalement et son lot de pressions des chefs qui reprennent de plus belle. Les interrogations concernant l'avenir de l'usine et de nos emplois sont toujours dans nos pensées.

Par contre, tout ne va pas si mal dans cette usine, en effet, c'est sans aucune « surprise » que nous avons appris au travers du rapport de l'expertise financière (Syndex) que les affaires de PPS se portaient toujours aussi bien. Rien que les deux dernières années (2017 et 2018), plus de **40 millions de profits nets** ont été réalisés.



En clair, ça roule pour GUIDO DUMAREY qui à lui tout seul a déjà empoché 27 millions d'euros pris sur nos profits alors que nous on doit se contenter du minimum avec toujours plus de travail.

L'attitude de la direction vis-à-vis des salariés ne changera pas, bien au contraire, elle maintiendra sa politique de suppression de l'emploi au travers de « workshop » sous prétexte de compétitivité, de gain de productivité. Nous le voyons bien avec le plan de départs volontaires (pré-retraite maison au rabais), la direction avait comme objectif ambitieux de supprimer 87 emplois en CDI. Résultat : 32 salariés sont partis sans être remplacés mais la charge de travail a été redistribuée aux salariés restants. La direction continuera par tous les moyens à vider l'usine et à recourir à de l'intérim comme bon lui semble.

DRH
LA MACHINE
À BROYER

Nous refusons évidemment tous les discours fatalistes sur une situation tendue économiquement ou du fait de surcapacités de production ou encore tout le baratin sur le coût du travail trop cher et les sacrifices permanents des salariés. Punch comme la plupart des constructeurs automobiles fait des bénéfices souvent historiques et Dumarey, comme les autres, affiche de grosses ambitions financières à court terme.

PPS a fait le choix de produire à moindre coût et donc avec le moins de salariés possible en augmentant les cadences et la charge de travail et en abusant des précaires avec des niveaux d'intérimaires et stagiaires jamais atteints dans cette usine.



Ceux qui mènent la danse (l'équipe dirigeante), sont et seront très bien récompensés, il suffit juste de voir leurs salaires moyens qui s'élèvent à 10 874 euros mensuels et tous leurs avantages comme les véhicules de luxe BMW, l'essence...

A nous d'imposer le choix inverse, celui de produire dans les meilleures conditions possibles pour nous, en préservant les emplois de tous et en créant de nouvelles embauches en CDI sans oublier de véritables augmentations générales des salaires pour TOUS.

Cela signifie, que tous ensemble, salariés comme syndicats devons imposer nos revendications sinon, la direction n'a pas fini de nous malmener et de nous serrer la vis.



STOPPONS LA POLITIQUE DE MACRON !

Le gouvernement Macron qui n'est que le pion au service des riches, des patrons et du grand capital est entrain de saborder le reste du système social français obtenu par les différents mouvements ouvriers depuis 1936... Il est reconnu comme un des plus juste et performant au monde (travail, santé, éducation, chômage, retraite...).



La CGT a toujours appelé à se mobiliser contre cette politique antisociale à travers des manifestations et des journées de grève. Le gouvernement Macron et le patronat ne céderont que quand il y aura des millions de salariés en grève dans les rues et pas avant. L'histoire l'a déjà prouvé et se répète ...

RETRAITES : PROJET DE REGRESSION SOCIALE !

Au nom de « l'équité », personne ne sera épargné, actifs comme retraités, toutes et tous perdants !

Le système Macron par points est destiné à faire des économies sur le dos des salariés en accélérant la baisse des pensions et en reculant l'âge d'accès à une retraite pleine avec la mise en place de nouvelles décotes :

- ✓ *Recul de l'âge réel de la retraite à 64 ans voire 65 ans.*
- ✓ *Décote de 10% : un retraité partant à l'âge légal de 62 ans, même avec une carrière complète (43 ans) verra sa pension amputée.*



C'est la fin de notre système de retraite calculé en trimestres et des mécanismes de solidarité. Aujourd'hui, 15 millions de retraités (sur les 16 que compte le pays) bénéficient d'au moins un dispositif de solidarité ! Dans un système à points, il n'y a plus de période assimilée comme dans un système par annuité donc aucune compensation.

Par exemple avant de pouvoir bénéficier de points retraite couvrant les périodes de maladie, d'invalidité... il faudra décompter une période de carence plus ou moins longue. Tous les aléas de la vie professionnelle ont un impact sur la retraite et nécessitent d'être compensés, avec le risque que celle-ci devienne insuffisante.



Depuis des années, nous ne cessons de subir des reculs qui se succèdent. A chaque réforme du système, nous devons toujours travailler plus, avec des pensions de retraites qui diminuent. Ce sont toujours les mêmes qui trinquent. La situation actuelle pour des millions de retraités est dramatique. Combien vivent avec moins de 1000 euros par mois ? Combien de salariés s'usent, s'abîment au travail ? Combien finissent leur carrière en bonne santé ? On voit tous que la situation se dégrade pour des millions de personnes. Alors ces nouvelles attaques sont inadmissibles. **Des avancées sociales sont nécessaires et possibles, les moyens existent bel et bien pour financer un véritable système de retraite qui permette aux salariés de partir dans les meilleures conditions à 60 ans à taux plein (55 ans pour les travaux pénibles).** Cela profiterait également aux jeunes qui galèrent au chômage, dans la précarité et pourraient ainsi remplacer les départs et obtenir enfin un emploi stable. Il faut prendre l'argent dans les profits des grosses entreprises.

Alors oui, il faut nous défendre et résister.

Collègues de travail, notre avenir ainsi que celui de nos enfants, petits-enfants...est entre nos mains.
Stoppons ce diktat, mobilisons-nous tous ensemble
manifestons le 24 septembre dans les rues de France.

